https://www.lesoir.be/566366/article/2024-02-05/xavier-desjardins-et-david-djaiz-les-objectifs-du-pacte-vert-sont-bons-la

Xavier Desjardins et David Djaïz : « Les objectifs du Pacte vert sont bons, la méthode catastrophique »

Trop axé sur la fixation de normes et manquant de vision, le Pacte vert alimente le mécontentement, notamment celui des agriculteurs. Deux essayistes français plaident pour un changement de méthode et la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle.

Dominique Berns, Jean-François Munster - 5/02/2024

Dans *La Révolution obligée*, chez Allary Editions, David Djaïz et Xavier Desjardins proposent un mode d'emploi pour réussir la transformation écologique de nos sociétés sans provoquer l'opposition des populations, au sein des classes moyennes ou… chez les agriculteurs. On peut dire que leur essai tombe à pic. Nous les avons reçus ce lundi dans les locaux du *Soir*.

« La lutte contre le changement climatique est dans tous les discours et presque nulle part dans les faits », écrivez-vous. Et le bébé se présente mal, puisque, comme vous le notez, « les timides mesures engagées rencontrent souvent des virulentes oppositions partout en Europe ». Le mouvement de colère des agriculteurs vous surprend ?

Xavier Desjardins. Non. C'était prévisible. On constate depuis une dizaine d'années, et plus encore depuis 2018- 2019, une multiplication de remises en cause de politiques environnementales selon un scénario en trois temps. Premier temps : définition d'objectifs de long terme très ambitieux : « stop béton » et zéro artificialisation nette en 2050, division par deux de l'utilisation des pesticides d'ici à 2030… Deuxième temps : mouvement de révolte, quand les agriculteurs se rendent compte que les normes qu'on veut leur imposer mettent en danger l'équilibre financier de leurs entreprises. Ou quand les automobilistes se rendent compte que la mise en place de zones à basses émissions leur interdira l'accès au cœur des villes. Troisième temps : marche arrière des gouvernements pour calmer les mécontentements.

David Djaïz. Nous ne sommes pas des ennemis des normes, mais nous pensons que la chorégraphie du changement n'est pas la bonne. On commence par poser le gros bâton sur la table. Et puis quand ça suscite blocages et résistances, les gouvernements reculent. Donc on perd sur tous les tableaux : on ne tient pas les objectifs écologiques, on dope le populisme qui capitalise sur tous ces mécontentements ; et on distribue des chèques qui coûtent cher aux finances publiques.

X.D. Pour nous, le problème n'est pas dans les objectifs environnementaux ; ils pourraient même être plus ambitieux dans certains domaines. Par contre, la méthode est catastrophique. Pourquoi ? Parce qu'on établit des normes sans penser et enclencher simultanément la transformation du système productif. Tout le monde sait que face aux dérèglements climatiques, au stress hydrique, l'agriculture doit évoluer vers une agro-écologie – et les agriculteurs les premiers. Mais avant d'établir des normes, il faut définir une vision d'avenir, un chemin qui permette cette transformation écologique en tenant compte de l'économie des fermes. De même, avant d'imposer des exigences

de rénovation thermiques des logements, il faut développer les outils et les aides permettant aux ménages d'y faire face.

Peut-on résumer la colère des agriculteurs à une protestation « contre les normes environnementales » ? Voilà bien longtemps que les agriculteurs du Vieux Continent se trouvent sur la corde raide et dénoncent l'insuffisance de leurs revenus…

D. D. D'abord, plutôt que de sanctionner ceux qui font mal, il faut commencer par encourager et récompenser ceux qui font bien. Dans l'agriculture, travaillons à rémunérer ce qu'on appelle les « services environnementaux » – quand les agriculteurs stockent du carbone grâce à la régénération de leurs sols, quand ils contribuent à la protection de la biodiversité ou quand ils produisent de l'énergie. Mais, en effet, il faut aller plus loin et « déplacer de la valeur » dans la chaîne de production agroalimentaire pour rémunérer correctement les agriculteurs et leur permettre d'investir dans la transformation écologique de leurs exploitations. Pour cela, il faut desserrer l'étau qui coince les exploitations indépendantes – acteurs vulnérables et souvent, dindons de la farce – entre de très grands oligopoles, vendeurs de semences ou de produits phytosanitaires en amont et grande distribution ou industrie agroalimentaire en aval. Simultanément, nous devons accepter de payer un tout petit peu plus pour une alimentation saine, de bonne qualité. Et les ménages modestes doivent être aidés à travers des dispositifs, par exemple une « sécurité sociale alimentaire », fléchée vers les produits locaux ou les produits bio. Mais pour cela, il faut éviter toute démagogie – par exemple, de dire qu'il y a un grand méchant qui se gave, qu'il s'agisse de la grande distribution ou de l'industrie agroalimentaire – et réunir tous les acteurs autour de la table, notamment les collectivités locales.

La filière agricole n'est pas la seule à devoir opérer une transition verte. La transformation concerne tous les secteurs et tous les citoyens. Et là, vous opposez l'Union européenne – à vous entendre : forte en gueule mais faible en actes – aux Etats-Unis et la Chine, qui, assurez-vous, auraient sérieusement entamé leur transformation. De la provoc' ? Peut-on dire que ces deux pays sont des modèles ?

D.D. Soyons de bons comptes. L'Europe est le continent qui a le plus réduit ses émissions territoriales de gaz à effet de serre depuis 1990. Il faut souligner cet effort. Nous saluons aussi le Green Deal. Mais des objectifs chiffrés ne forment pas un projet de société. Dire que nous visons le « zéro artificialisation nette » ne nous dit rien de la société dans laquelle nous voulons vivre. Pour reprendre un slogan connu, le voyage compte presque plus que la destination. Il faut montrer le chemin socio-économique et technique qui va nous mener vers ces cibles quantitatives. Deux, l'Union européenne doit faire preuve d'un peu de cohérence : on ne peut pas afficher un Green Deal très ambitieux pour l'agriculture, pour l'industrie, pour les consommateurs… et, simultanément, négocier à marche forcée des accords commerciaux avec des pays ou des zones géographiques qui ne respectent pas des normes aussi contraignantes que les nôtres. Et trois, il faut prévoir un vrai versant productif, une politique agricole nouvelle, une politique industrielle nouvelle. Or, l'Union européenne ne dispose ni des instruments financiers, ni des compétences, ni du cadre juridique nécessaire. Ainsi, elle risque une désindustrialisation au profit de la Chine et des Etats-Unis, une multiplication des mécontentements favorables aux partis populistes et un échec de la transformation écologique.

X. D. On dit aux gens de consommer de l'énergie renouvelable, mais deux tiers des panneaux, par exemple, sont fabriqués en Chine. Quand on met des normes de consommation, il faut s'assurer que

l’Europe puisse répondre industriellement à cette exigence. Nous ne disons pas que la Chine et les Etats-Unis sont des modèles pour l’Europe. Par contre, ce qui est intéressant, c’est de comprendre qu’ils pensent d’abord production avant de penser réglementation. La Chine n’est ni un paradis vert, ni un paradis démocratique. Mais les autorités ont fixé l’objectif d’atteindre la neutralité carbone en 2060. La transition écologique lui offre l’occasion d’affirmer sa puissance industrielle, de devenir l’atelier mondial de la transition, en fabriquant une large part des panneaux photovoltaïques, des pales d’éoliennes… dont le monde va avoir besoin dans les prochaines années. Outre-Atlantique, l’IRA est clairement un projet de reconquête industrielle. La transition, c’est aussi un projet politique : en Chine, l’écologie permet l’affirmation du système totalitaire du Parti communiste tandis qu’aux Etats-Unis, la transformation lancée par le président Biden est un moyen de consolider les classes moyennes. Enfin, la transition écologique est un moyen d’affirmation géopolitique de l’un face à l’autre, l’Europe étant un acteur de second plan. Nous ne proposons pas de copier le système chinois ou le modèle américain, mais de concevoir un projet européen qui soit intégré à notre système social, politique, économique.

D.D. Aujourd’hui, le projet européen est un catalogue de réglementations imaginées en silos et vécues comme des contraintes. Ce n’est pas la bonne approche. Cela manque de vision et d’une « jambe productive ». Prenons l’automobile. Aujourd’hui aux Etats-Unis, la subvention à l’achat d’un véhicule électrique est accordée uniquement si une part de l’assemblage du véhicule et de la batterie est effectuée sur le territoire américain. En Europe, il existe une multitude de dispositifs qui sont indifférents à la provenance du produit. Et le mécanisme d’ajustement carbone aux frontières ne porte pas sur les produits finis. On va donc taxer l’acier qui arrive de Chine pour faire des voitures électriques, ce qui va renchérir le coût de production pour l’industrie automobile européenne. Mais les voitures qui sont fabriquées en Chine ne vont pas être taxées.

L’Europe doit-elle devenir à son tour protectionniste ?

D.D. Ce n’est ni un totem ni un tabou. A partir du moment où la Chine subventionne massivement, de manière parfois déloyale, ses industries et où les Etats-Unis pratiquent une politique protectionnisme sans s’en cacher, l’Europe doit se défendre. On ne peut pas avoir deux forteresses et au milieu une passoire.

Beaucoup de gens se disent que cette transition va leur coûter beaucoup d’argent et qu’ils n’ont pas les moyens pour y faire face. Vous évoquez le montant de 60.000 euros par ménage. Que proposez-vous ?

X.D. La crise des agriculteurs, la crise des gilets jaunes, les oppositions à l’interdiction des chaudières au fioul en Allemagne le montrent : les classes moyennes ont l’impression que la transition écologique est une attaque contre leur porte-monnaie et leur mode de vie. Elles se révoltent et il y a des partis qui se frottent les mains et agrègent toutes ces colères. Il faut donc trouver le moyen de réconcilier les classes moyennes avec la transition écologique parce qu’elles y sont – d’un point de vue politique et philosophique –, plutôt favorables. Pour les rassurer, nous proposons le pass climat. Le principe ? Doter une seule fois tous les Européens d’une somme d’argent qui dépendrait de leur revenu et de leur localisation géographique, parce que bien sûr la transition a des coûts aussi plus élevés pour les ménages qui habitent loin des villes parce qu’ils sont obligés d’avoir une voiture. Cette somme servirait à solvabiliser les gens dans l’achat d’équipements écologiques : voiture électrique, pompe à chaleur, isolation…

D’où vient l’argent ?

XD. On envisage trois sources. Premièrement, utilisons les nombreuses aides qui existent dans tous les pays européens : crédits d'impôts, primes, aides des collectivités, prêts à taux zéro, garanties… Elles sont complexes et ne rassurent pas parce qu'elles sont longues à obtenir. Nous proposons de les fondre dans le pass climat. Plus de la moitié financement de ce pass est déjà assurée. Deuxièmement, il faut que ce pass soit européen. L'ambition écologique est l'un des petits trésors que l'on partage ensemble en Europe. Il faut matérialiser cette ambition par un pass climat qui pourrait en partie être financé par un endettement commun. L'Europe a su le faire après la crise du covid. Pour le climat – le défi du siècle –, il ne paraîtrait pas anormal que l'on réitère l'opération. Et troisième source de financement : une taxe verte sur les grosses fortunes prélevée en une fois sur les patrimoines de plus dix millions d'euros, comme le proposent les économistes français, Pisani-Ferry et Mahfouz. Au final cela représentera un coût pour le contribuable mais comme des achats devront être réalisés et que l'on propose par ailleurs un versant productif dans la stratégie de transition, il y aura une stimulation de l'industrie européenne via des clauses d'achat local.

D.D. Ce pass ne doit pas être uniforme. On peut laisser aux Etats, aux collectivités locales, aux branches professionnelles., la possibilité d'abonder le pass ou de le différencier en fonction de leurs priorités politiques.

David Djaïz

David Djaïz enseigne à Sciences Po. Il est l'auteur de deux précédents essais, publié chez Allary Editions : *Slow Démocratie* (2019) et *Le Nouveau Modèle Français* (2021).

Xavier Desjardins

Xavier Desjardins est géographe, spécialiste de l'aménagement du territoire et de ses enjeux écologiques. Il enseigne l'urbanisme à Sorbonne Université (Paris) et est consultant au sein de la coopérative Acadie, spécialisée dans l'accompagnement des politiques publiques territoriales.